

quelques-uns des divers services pendant la même période de neuf mois des deux années.

Gouvernement civil en 1887-88.....	\$ 158,780
do do 1886-87.....	145,766
Augmentation.....	\$ 13,014
Administration de la justice, 1887-88.....	\$ 328,870
Administration de la justice, 1886-87.....	304,921
Augmentation.....	\$ 23,949
Instruction publique, 1887-88.....	\$ 337,010
do do 1886-87.....	322,235
Augmentation.....	\$ 14,775
Travaux et édifices publics 1887-88.....	\$ 94,411
Travaux et édifices publics, 1886-87.....	57,844
Augmentation.....	\$ 36,567
Divers, 1887-88.....	\$ 27,469
do 1886-87.....	16,849
Augmentation.....	\$ 10,620
Département des Terres de la Couronne, 1887-88.....	\$ 124,050
Département des Terres de la Couronne, 1886-87.....	110,000
Augmentation.....	\$ 14,050

Comme on le voit, il y a une augmentation considérable dans tous les services où les dépenses sont le plus facilement contrôlables. On ne saurait donc y trouver les preuves de l'économie tant promise.

L'hon. trésorier ne nous a donné que peu de renseignements sur l'exercice en cours et sur les résultats probables à la fin de l'année. C'est une réserve de sa part qui ne manquait pas de prudence, parce qu'il avait intérêt à ne pas provoquer la discussion sur ce point. Je cède cependant au désir d'en parler encore un peu. A la date actuelle et avec les documents officiels que nous avons, nous pouvons calculer d'une manière assez approximative le mon-

tant que les dépenses ordinaires de l'année courante atteindront.

Nous venons de voir que pour les neuf mois terminés le 31 mars dernier, elles s'élevaient déjà à \$2,250,653. Il me paraît bien certain que le 30 juin courant, elles atteindront \$3,350,000. Le gouvernement a fait voter l'année dernière les sommes suivantes :

Budget général ordinaire de 1887-88.....	\$3,015,329
1er budget supplémentaire.....	67,960
Mandats spéciaux jusqu'au 16 mai.....	180,003
Maintenant, il nous demande un second budget supplémentaire ordinaire de.....	123,282
Et pour la codification des lois.....	45,000
Montant.....	\$3,431,574

Si la chambre vote le budget supplémentaire qui lui est soumis, des dépenses au montant de \$3,431,573 auront été autorisées pour l'année courante. Je n'exagère donc pas en disant que les dépenses réelles de l'exercice en cours seront portées, par le gouvernement actuel, à \$3,350,000, en supposant que tous les crédits votés ne soient pas épuisés.

Comparons ces dépenses ordinaires de l'année courante avec celles de la dernière année complète de l'ancien régime :

Dépenses de 1887-88.....	\$3,350,000
Dépenses de 1885-86.....	2,961,563

Augmentation.....\$ 388,437

Cette comparaison fait donc ressortir une augmentation de près de quatre cent mille piastres. Est-ce ainsi que le gouvernement actuel prétend pratiquer l'économie en augmentant les dépenses de quatre cent mille piastres dans une seule année ? Il est aussi responsable d'une augmentation de plus de \$100,000 pendant les cinq derniers mois de 1886-87 : soit une augmentation totale d'au moins \$500,000 en dix-sept mois de pouvoir. L'actif sur lequel la province devait compter pour payer les subventions aux chemins de fer, a été ainsi en grande partie absorbé par ces dépenses additionnelles d'un demi-million.